

# La DSI de l'État veut renforcer sa communauté d'experts des données | À la une | Acteurs Publics

ActeursPublics

C'était l'une des réponses au manque de compétences en données et intelligence artificielle (IA). Lancé début 2022, le "programme 10 %" de la direction interministérielle du numérique (Dinum) et de l'Insee dévoilait ses résultats le 28 novembre, au Lieu de la transformation publique. Ce programme "*unique en son genre*", selon l'un de ses artisans, Romain Lesur, chef du datalab de l'Insee, a permis à une petite vingtaine d'agents publics de sortir la tête de leur guidon, ou plutôt de leur administration, pour travailler ensemble sur des projets dits d'intérêt commun à toute l'administration.

Comme l'indique le nom du programme, ils ont pu consacrer environ 10 % de leur temps de travail à ces projets interministériels, autant pour entretenir un esprit de communauté, se sortir d'une forme d'isolement dans leur administration et élargir leurs horizons que pour développer des outils très concrets et utiles. Pendant un an (contre six mois pour la première saison du programme), ces experts des données aux compétences variées ont pu plancher [sur 7 projets](#) qu'ils ont choisis et dont ils ont même eu l'idée de départ.

La nature des projets s'en ressent d'ailleurs. La plupart répondent d'abord et avant tout à leurs propres besoins, préoccupations, et à leurs valeurs. Avec un penchant assumé pour le logiciel libre et la transparence, mais aussi pour la souveraineté numérique, ou du moins une certaine autonomie. C'est ainsi que le projet "ChartsGouv" a abouti à la création d'un outil, encore largement perfectible, de visualisation de données aux couleurs de la marque de l'État, et surtout fondé sur des briques libres, et notamment le logiciel Superset d'Apache.

"*Les besoins en termes de datavisualisation sont nombreux, mais les solutions sont souvent propriétaires et coûteuses, et leur accès soumis aux contraintes des marchés publics*", a expliqué Quentin Leroy, développeur fonctionnaire au ministère de l'Intérieur qui a trouvé dans le programme 10 % une bouffée d'air frais et de quoi renouer avec sa passion : la datascience. Il lui a donc semblé pertinent de travailler sur une alternative souveraine et réutilisable par l'ensemble des *datascientists* de l'État, et même au-delà.

## Quête de souveraineté

Le projet répond en effet directement à la mode du moment : les administrations multiplient aujourd'hui les tableaux de bord et autres outils de datavisualisation pour mieux piloter les politiques publiques, ou leur propre fonctionnement. Pour ce faire, elles ont parfois recours à des solutions du privé, comme l'outil Tableau du géant Salesforce, utilisé par exemple par la direction générale des finances publiques pour son tableau de bord RH.

Cette quête de souveraineté est aussi à l'origine des travaux de fabrication de l'IA générative "Albert" de la Dinum, initiés dans le cadre du programme 10 % avec des agents de l'Assemblée nationale et de l'Insee. Cette IA générative polyvalente – elle aussi fondée sur des modèles ouverts – est aujourd'hui testée auprès d'une poignée d'agents France services, pour les aiguiller dans leurs réponses aux usagers, avec l'avantage d'afficher les sources utilisées dans le texte généré, ce qui fait cruellement défaut à son illustre concurrente ChatGPT.

"*Le projet répond à 3 challenges : fournir une alternative souveraine à ChatGPT en l'alimentant de nos propres données, qui puisse tourner sur nos serveurs, et que l'on soit capables techniquement de faire marcher*", a résumé Pierre-Étienne Devineau, *datascientist* à la DSI de l'État. D'autres cas d'usage sont d'ores et déjà en cours d'exploration, notamment à l'Assemblée nationale, pour automatiser la mise à jour de son outil de simulation de l'impact des amendements, LexImpact.

Les autres projets du programme 10 % ont porté sur la création d'un moteur de recherche – encore rudimentaire – des experts en données de la sphère État, pour faciliter la mise en relation entre pairs, mais aussi pour permettre aux managers de trouver la bonne compétence au bon moment pour mener à bien un projet. Un autre reprenait les travaux de la première saison visant à concevoir [un outil de reconnaissance optique](#) pour extraire en masse et de manière automatique les informations issues des nombreux documents et formulaires scannés envoyés à l'administration.

## Continuité de service

Même si ce n'était pas gagné d'avance, le programme a visiblement emporté l'adhésion tant des agents que de leurs managers, pour que ces derniers acceptent de se priver un certain temps de ces précieux talents. Reste à éviter l'effet décevant que génère nécessairement tout abandon de projet au terme du programme, soit parce qu'il n'a pas complètement abouti, soit parce qu'il n'a pas trouvé d'écho pour être soutenu plus activement par une administration.

La Dinum est bien consciente de l'enjeu et a tenu à rassurer les participants – et futurs participants par la même occasion : il y aura bien une saison 3, et une boîte à idées a été ouverte sur le site Internet du programme. Mais surtout, la direction fait déjà son possible pour pérenniser les projets les plus prometteurs. Sur les 4 projets de la première saison, 3 ont été poursuivis lors de la deuxième saison. Et la DSI de l'État cherche déjà des voies de sortie aux 8 projets accompagnés cette année.

Chacun des projets fera l'objet d'une fiche de présentation, qui sera envoyée à l'ensemble des administrateurs ministériels des données. Des recherches ont été lancées pour trouver des sponsors ministériels pour 3 projets, tandis que l'outil de datavisualisation ChartsGouv pourrait devenir une *start-up* d'État, ou s'intégrer à une *start-up* d'État existante qui y verrait une utilité. Les 3 autres devraient quant à eux rempiler pour la troisième saison du "programme 10 %".

Au-delà de ces "travaux pratiques", la Dinum cherche surtout, à travers ce programme, à consolider une communauté des experts des données de l'État, dont 360 d'entre eux sont déjà réunis sur un salon Tchap dédié, et dont certains ont pu assister à des formations et *afterworks* organisés par Etalab. La Dinum a d'ailleurs profité de la journée de bilan du programme pour appeler "*tous les agents publics experts de la data et de l'IA à intégrer cette communauté dédiée*".

Elle a également lancé le recrutement d'un responsable pour sa future "communauté des laboratoires Data-IA de l'État". Son rôle : "*référencer et valoriser*" leurs projets, identifier parmi eux les projets "*à forte valeur ajoutée et favoriser leur répliquabilité*" et plus largement, animer cette communauté en organisant des rencontres, hackathons et autres conférences d'experts.